

Chloé Gaboriaux

Le paysan français, un enjeu idéologique au XIX^e siècle. Perspectives françaises et perspectives sur la France

Thèse de doctorat en science politique soutenue
à l'IEP de Paris le 3 décembre 2008 devant un
jury composé de Yves Déloye (Université Paris-
I), Jean Garrigues (Université d'Orléans), Sudhir
Hazareesingh (Fellow, Balliol College Oxford),
Bertrand Hervieu (CIHEAM), Lucien Jaume, directeur
de la thèse, (CNRS-CEVIPOF), Pascal Perrineau (IEP
Paris)

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Chloé Gaboriaux, « Le paysan français, un enjeu idéologique au XIX^e siècle. Perspectives françaises et perspectives sur la France », *Revue d'histoire du XIX^e siècle* [En ligne], Thèses et HDR soutenues, mis en ligne le 01 février 2009, Consulté le 10 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index3782.html>

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://rh19.revues.org/index3782.html>

Document généré automatiquement le 10 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Chloé Gaboriaux

Le paysan français, un enjeu idéologique au XIX^e siècle. Perspectives françaises et perspectives sur la France

Thèse de doctorat en science politique soutenue à l'IEP de Paris le 3 décembre 2008 devant un jury composé de Yves Déloye (Université Paris-I), Jean Garrigues (Université d'Orléans), Sudhir Hazareesingh (Fellow, Balliol College Oxford), Bertrand Hervieu (CIHEAM), Lucien Jaume, directeur de la thèse, (CNRS-CEVIPOF), Pascal Perrineau (IEP Paris)

1 *Position du sujet et choix méthodologiques*

2 Cette thèse est née d'une interrogation sur la genèse de la citoyenneté républicaine. Il s'agissait plus précisément de reprendre cette question en dépassant l'opposition des idées et des faits qui structure une grande partie des débats sur la République. Une telle opposition se révèle certes fructueuse, lorsqu'elle conduit par exemple les chercheurs à une lecture critique des pratiques de la République qui, quand elle s'incarne historiquement dans un régime particulier, manque parfois – trop souvent peut-être ? – à ses propres principes. Mais elle tend en même temps à occulter un aspect essentiel du politique, dont l'enjeu se situe précisément à l'intersection des idées et des faits, dans une action qui, au nom de principes, vise à produire de nouvelles pratiques.

3 L'analyse des discours au centre de ce travail permettait au contraire de le mettre en valeur. Parce qu'il s'efforce de légitimer une action en invoquant des conceptions plus ou moins largement partagées, le discours politique constitue un matériau idéal pour observer la rencontre des principes et des pratiques, pour analyser la façon dont les principes généraux viennent justifier un geste particulier qui en retour peut infléchir les conceptions et transformer les circonstances.

4 Dans cette perspective, le discours républicain sur les campagnes dans la seconde moitié du XIX^e siècle offrait un terrain d'enquête encore en friche et pourtant remarquablement fécond. La population rurale, largement majoritaire en France dans la période étudiée, met en effet en question la conception républicaine de la citoyenneté dans la mesure où, en grande partie hostile sinon indifférente à la République, elle représente aux yeux des républicains l'inconcevable – un peuple qui ne voudrait pas être libre. La question a été plus particulièrement examinée sous l'angle du vote, ce dernier suscitant chez les républicains un discours qui unit intimement une question sociologique, celle du comportement électoral des ruraux, et une question de principe, celle du suffrage universel. Il était ainsi possible d'envisager à la fois les présupposés qui sous-tendent l'analyse républicaine du vote rural et les implications que cette dernière fait peser en retour sur la conception républicaine de la citoyenneté et sur sa mise en œuvre, notamment dans le débat sur les institutions susceptibles de politiser la majorité rurale.

5 Mais pour comprendre le geste accompli par chacun des locuteurs, il ne fallait pas en rester à l'interprétation interne des discours, mais réinscrire ces derniers dans un contexte qui mêle intimement les rapports de forces sur le terrain et les conflits de principes. La thèse convoque donc non seulement les discours adverses – ceux des conservateurs, ceux des bonapartistes – mais aussi les travaux d'histoire sociale et politique qui permettent de cerner les différents ressorts du discours. La lecture critique que les publicistes britanniques faisaient au même moment des déclarations françaises invitait en outre à s'interroger sur la perspective adoptée par les républicains et en particulier sur la validité de leur description des campagnes. A cet égard, l'éclairage le plus utile sans doute s'est révélé être celui qu'offraient les travaux consacrés ces dernières années en histoire et en sociologie à la politisation et au vote. La plupart d'entre eux remettent en effet en question, plus ou moins radicalement, la vision républicaine

de paysans pensés en bloc, bonapartistes parce qu'ignorants et soumis aux autorités sociales. Il fallait donc aussi rendre compte de ce décalage entre les discours des républicains et la réalité du vote telle qu'elle apparaît sous la plume de l'historien et du sociologue.

6 C'est pourquoi le concept d'idéologie a été retenu. Il permettait en effet de décrire les trois facettes de l'action accomplie par le discours républicain sur les campagnes. 1) Ce dernier se présente en effet d'abord comme un constat, mais l'analyse permet de montrer qu'il est informé par les préférences politiques du locuteur, au point de donner une image déformée de la réalité. 2) Ces préférences politiques, qui ne résultent pas du raisonnement mais plutôt de l'inclination, incitent le locuteur à se situer dans les configurations politiques du moment, à désigner ou redéfinir ses alliés comme ses adversaires. 3) L'idéologie ainsi manifestée dans le discours est enfin productrice de réalité, elle conduit à des réagencements conceptuels qui sous-tendent de nouvelles propositions d'action.

7 *Structuration du propos*

8 Un prologue souligne le renversement de perspective qui sous-tend l'interrogation centrale de cette thèse : il ne s'agit pas de revenir sur la question très débattue du ralliement des paysans à la République mais bien plutôt de s'interroger sur le processus qui a conduit les hommes politiques, et en particulier les républicains, à infléchir leurs représentations en réaction au comportement de la majorité rurale. L'étude des représentations du paysan français au même moment en Grande-Bretagne joue ici un rôle majeur : elle a permis d'opérer un décentrement utile par rapport aux catégories généralement convoquées en France pour envisager les rapports République/paysannerie.

9 C'est à l'examen des représentations (françaises) sur la paysannerie qu'est consacrée la première partie. Le premier chapitre revient sur la place attribuée à la paysannerie dans les conceptions républicaines à l'aube de la Seconde République. Il permet de montrer en quoi précisément la figure du paysan a constitué pour les républicains un modèle de citoyenneté que la République devait à leurs yeux confirmer et renforcer. On mesure ainsi la surprise suscitée par les premières élections au suffrage universel masculin, acquises à leurs adversaires. Le deuxième chapitre souligne les multiples réagencements subis par le discours républicain sous l'effet du vote rural et révèle que la question de l'électorat paysan fut dès 1848 étroitement liée à une interrogation sur les conditions de la représentation. Le troisième chapitre s'arrête sur un moment essentiel de la pensée républicaine. A l'occasion des élections législatives de 1863, qui se sont déroulées dans un contexte de libéralisation relative du régime impérial établi en 1851-1852, les républicains en viennent à affirmer que le bonapartisme des paysans n'est pas le fruit de l'oppression mais manifeste au contraire une tendance propre à l'électorat rural. Le paysan est alors désormais présenté comme un anti-modèle de citoyenneté, qui, à condition d'en saisir la portée idéologique, en dit long sur les présupposés qui fondent les conceptions républicaines.

10 La seconde partie est centrée sur le défi auquel les républicains sont confrontés dès lors qu'ils supposent la majorité de la population française inapte à la citoyenneté et à la République. Le chapitre IV en précise les termes en enquêtant sur la façon dont les républicains conçoivent la politisation : leur interprétation du bonapartisme rural les conduit en effet à une impasse dans la mesure où elle condamne des structures sociales dont ils affirment par ailleurs qu'elles sont au cœur du processus de socialisation politique. Mais cette impasse est toute relative. Le chapitre V montre ainsi que, poussée à son paroxysme autour de 1870, elle débouche sur un renouvellement profond du débat sur la représentation politique. On y analyse le projet, méconnu, qu'Edgar Quinet défend en 1871 au nom d'une représentation distincte des villes et des campagnes, avant de revenir les débats suscités par le Sénat au sein même du camp républicain : la question de la représentation des paysans est en effet au cœur du « Grand conseil des communes » défendu par Gambetta et réinterprété par les opportunistes. Ces derniers ont ainsi fini par élaborer une conception de la République propre à incorporer la paysannerie. Le chapitre VI en explore les postulats anthropologiques et politiques à partir du conflit qui se noue dans les années 1880 autour de la République des paysans selon Jules Ferry : face aux radicaux convaincus de défendre la « vraie » République, ce dernier justifie

en effet les inflexions apportées au modèle républicain au nom du paysan français, qui incarne désormais à ses yeux le citoyen par excellence.

11 Au terme de ce parcours, un épilogue rend compte de l'efficacité de la formule de Ferry, qui, après plus de vingt ans de discussions et propositions suscitées par la question paysanne dans le camp républicain, parvient enfin à conquérir l'électorat rural. Une fois encore, l'examen des publications britanniques permet de souligner ce qui, dans le discours de Ferry et de Gambetta, a pu mouvoir et émouvoir les Français au point de les rallier à la République.

12 *Conclusions*

13 L'étude de la citoyenneté républicaine à travers la question du vote rural permet donc de remettre en cause l'idée d'un idéal politique stable que les républicains se seraient efforcés de réaliser, au prix de compromis parfois, dans un pays qui n'y était pas préparé. Elle montre au contraire comment, par un processus propre à l'idéologie, les républicains face au vote rural ont peu à peu amendé leur conception de la citoyenneté. Mais elle est également révélatrice des interrogations provoquées par l'avènement de la démocratie, qu'il s'agisse du rôle des intérêts matériels et de la morale dans la sphère politique, du rapport du politique aux sciences sociales ou du sens de la modernité. Car les essais de sociologie électorale que nous livrent les républicains visent avant tout à convaincre que la République reste la fin de l'histoire quoiqu'elle ait alors la majorité de la population contre elle, même s'il leur faut pour cela noircir la situation des campagnes et infléchir leur propre conception de la modernité. Ils témoignent aussi de leurs hésitations et divisions sur des sujets aussi cruciaux que l'engagement politique, la représentation ou la décentralisation, dès lors qu'il ne s'agit plus seulement de les déduire des principes mais aussi d'en faire les vecteurs de la politisation de tout un peuple. Leur analyse du vote rural les oblige enfin à remanier leurs conceptions de la nation, et à travers elles leur vision de l'intégration et du lien social en République. Pendant plus de vingt ans, le bonapartisme des paysans les a en effet convaincus que l'unification sociale et politique du pays, qu'ils croyaient achevée en 1848, reste encore à construire en 1885.

Pour citer cet article

Référence électronique

Chloé Gaboriaux, « Le paysan français, un enjeu idéologique au XIX^e siècle. Perspectives françaises et perspectives sur la France », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], Thèses et HDR soutenues, mis en ligne le 01 février 2009, Consulté le 10 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index3782.html>

Droits d'auteur

Tous droits réservés

Licence portant sur le document : Tous droits réservés
Thèses et HDR dix-neuviémistes : 2008